ADEUNIS

Société anonyme

283 Rue Louis Néel

Parc Technologique Pré Roux

38920 CROLLES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2019

BDO RHONE-ALPES

29 Rue Fernand-Pelloutier
38130 Echirolles

DELOITTE & ASSOCIES

106, Cours Charlemagne
69286 Lyon Cedex

ADEUNIS

Société anonyme

283 Rue Louis Néel

Parc Technologique Pré Roux

38920 CROLLES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2019

A l'assemblée générale de la société ADEUNIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ADEUNIS relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er avril 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le paragraphe « continuité d'exploitation » de la note 2.1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe expose la situation de la société et décrit les moyens mis en œuvre au regard de la continuité de l'exploitation. Dans le cadre de notre mission, nous avons notamment revu et apprécié les prévisions de trésorerie et vérifié le caractère approprié des informations fournies en annexe.

- Les paragraphes « Titres immobilisés » et Créances immobilisées » de la note 3.1 « Immobilisations » de l'annexe précisent les méthodes selon lesquelles la société évalue ses titres de participation et les créances rattachées. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels.

- Par ailleurs, dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues pour la reconnaissance du chiffre d'affaires et procédé notamment à des tests pour vérifier le correct rattachement des produits à la période concernée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Echirolles et Lyon, le 26 juillet 2019

Les commissaires aux comptes

BDO RHONE-ALPES	**DELOITTE & ASSOCIES**
Martine PACOUD	Guillaume VILLARD

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

	ACTIF *(en milliers d'euros)*	31/03/2019 BRUT	AMORT. ET PROVISIONS	NET	31/03/2018 NET
ACTIF IMMOBILISE	**Immobilisations incorporelles**				
	Concessions, brevets et droits similaires	1 458	-947	511	454
	Fonds commercial	374	0	374	374
	Immobilisations corporelles				
	Installations techniques, matériel et outillage	3 014	-2 349	665	573
	Autres immobilisations corporelles	659	-555	104	123
	Immobilisations en cours	0	0	0	3
	Immobilisations financières				
	Participations	2	-2	0	2
	Créances rattachées à des participations	3 075	-2 352	723	1 825
	Autres immobilisations financières	184	0	184	44
	Actif immobilisé	**8 766**	**-6 205**	**2 561**	**3 398**
ACTIF CIRCULANT	**Stocks et en-cours**				
	Matières premières, approvisionnements	549	-135	414	490
	Produits intermédiaires et finis	1 801	-145	1 656	1 111
	Avances et acomptes sur commandes	97	0	97	25
	Créances				
	Clients et comptes rattachés	1 451	-157	1 294	2 477
	Autres créances	1 431	0	1 431	1 579
	Disponibilités	1 838	0	1 838	4 088
	Charges constatées d'avance	83	0	83	103
	Ecart de conversion actif	3	0	3	34
	Actif circulant	**7 253**	**-437**	**6 816**	**9 908**
	TOTAL ACTIF	**16 019**	**-6 642**	**9 377**	**13 306**

	PASSIF *(en milliers d'euros)*	31/03/2019	31/03/2018
CAPITAUX PROPRES	Capital (dont versé : 8 732)	9 101	8 732
	Primes d'émission	4 059	4 428
	Réserve légale	50	50
	Autres réserves	164	164
	Report à nouveau	-5 264	-2 625
	Résultat	-5 354	-2 639
	Capitaux propres	**2 756**	**8 110**
PROVISIONS	**Provisions pour risques et charges**		
	Provisions pour risques	70	97
	Provisions pour charges	0	0
DETTES	**Dettes financières**		
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 968	1 282
	Emprunts et dettes financières diverses	748	0
	Avances et acomptes reçus	151	24
	Dettes d'exploitation		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 725	2 461
	Dettes fiscales et sociales	1 497	1 004
	Autres dettes	114	191
	Produits constatés d'avance	43	54
	Ecarts de conversion passif	305	84
	TOTAL PASSIF	**9 377**	**13 306**

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)	31/03/2019	31/03/2018
Production vendue de biens	10 622	9 835
Production vendue de services	1 320	389
Chiffre d'affaires	**11 942**	**10 224**
Production stockée	543	238
Reprises sur provisions et transferts de charges	149	7
Autres produits	18	81
Total produits exploitation	**12 652**	**10 550**
Achats de matières premières et autres appros.	-606	-878
Variation stock matières premières	18	166
Autres achats et charges externes	-9 183	-8 344
Impôts et taxes	-150	-109
Salaires et traitements	-3 615	-2 886
Charges sociales	-1 916	-1 290
Dotations aux amortissements et provisions		
sur immobilisations	-521	-393
sur actif circulant	-115	-234
Dotations aux provisions	0	-34
Autres charges	-106	-15
Résultat d'exploitation	**-3 542**	**-3 467**
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	26	28
Différences positives de change	0	4
Produits sur cessions de valeurs mobilières	0	3
Charges financières		
Dotations aux provisions	-2 364	0
Intérêts et charges assimilées	-76	-38
Différences négatives de change	0	0
Résultat financier	**-2 414**	**-2**
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5	271
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions	0	44
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-104	-161
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	-6
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
Résultat exceptionnel	**-99**	**149**
Impôt sur les résultats	701	681
RÉSULTAT NET	**-5 354**	**-2 639**

ANNEXE

Annexe

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (k€) et les différences de ± 1 k€ sont dues aux arrondis.

Les comptes couvrent une période de 12 mois, pour les exercices clos au 31 mars 2019 et 31 mars 2018.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Croissance du chiffre d'affaires sur les marchés stratégiques

Le segment IoT (marque adeunis®) a fortement progressé au cours de l'exercice grâce à la demande croissante d'équipements en capteurs pour l'industrie.

Après une phase réussie d'évangélisation des clients, le Groupe est entré dans un cercle vertueux illustré par :

- L'industrialisation progressive de son offre produits avec la vente de 18 000 capteurs « catalogue » en 2018/2019, contre 6 000 lors de l'exercice précédent. Cette évolution permet d'augmenter la contribution des capteurs présentant des marges plus élevées dans le chiffre d'affaires total ;
- La montée en puissance des contrats déjà signés avec d'anciens clients, notamment dans les domaines du Smart Building, Smart City et Smart Industry.

Sur l'exercice, le Groupe a concentré ses efforts commerciaux sur le marché français. Les activités internationales, déjà établies en Europe et en cours de lancement aux États-Unis, offrent un fort potentiel de développement.

Le segment Systèmes audio professionnels Vokkero® a également fortement progressé au cours de l'exercice, principalement sur le marché français. Cette dynamique a été portée par le succès confirmé de l'offre dédiée aux arbitres dans le football professionnel et son intégration réussie dans les solutions d'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR).

Lancement de nouveaux produits

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a procédé aux lancements :

- De nouvelles gammes de produits IoT (capteurs) dédiés au smart building, smart city et smart industry.

- De sa plateforme de service KARE dédié au maintien en conditions opérationnelles des capteurs IoT adeunis.

- De son offre VAR (Video Assistance Referee) pour l'activité Vokkero et pour répondre aux nouveaux besoins de communication audio avec l'arrivée de la vidéo dans le football.

- De la variante US du produit Guardian dédié aux communications entre coachs.

- D'une variante ATEX de sa gamme Guardian pour couvrir les zones critiques (Nucléaire, sites SEVESO, Environnements avec présence de gaz...)

Nouveaux financements

La société a bénéficié sur l'exercice de nouveaux financements :

- L'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 2M€ dont 1M€ libéré sur l'exercice ;
- Les actionnaires de référence et le Management ont apporté en compte courant la somme de 735K€.
- La mise en place d'une solution de mobilisation des créances commerciales en décembre 2018. Ce financement par affacturage avec recours représente un apport de trésorerie nette de 0,8 m€ au 31 mars 2019.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Principes, règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Continuité d'exploitation

Bien que la société ait généré une perte de 5 354 K€ au titre de l'exercice 2018-19, le Conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice dans une hypothèse de continuité de l'exploitation compte tenu :

- du niveau de la trésorerie disponible au 31 mars 2019 qui s'élève à 1 838 K€,
- de l'encaissement début juillet 2019 de la deuxième tranche de l'émission obligataire de 1 000 K€ souscrite par la société Harbert,
- de l'encaissement prévisionnel du CIR et CII 2018 pour un montant de 800 K€,
- de l'engagement de soutien des actionnaires de référence pour un montant de 500 K€, en ligne avec un budget approuvé par le conseil d'administration avec une croissance de l'activité légèrement plus forte que celle de l'exercice précédent. Si besoin était, les actionnaires de référence se sont dits disposés à envisager des versements complémentaires,
- d'une consommation de trésorerie liée à l'activité attendue sur 2019-20 inférieure à celle constatée sur 2018-19,
- de mesures renforcées de maîtrise des dépenses et des investissements.

2.2. Evènements postérieurs à l'exercice

Les évènements postérieurs à la clôture sont les suivants :

- La deuxième tranche obligataire de 1 m€, émise par le conseil d'administration du 26 juin 2019 a été effectivement souscrite par Harbert le 8 juillet 2019,
- Début juillet 2019, les actionnaires de référence, Capital Export et TempoCap, ont confirmé par écrit leur engagement d'apporté en compte courant la somme de 500 k€ correspondant au besoin tel qu'anticipé par le Groupe. En outre, si besoin était, les actionnaires de référence se sont dits disposés à envisager des versements complémentaires.
- En mai 2019, la Société Adeunis SA s'est vue notifier un avis de contrôle fiscal portant sur la période allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2018.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Immobilisations

Fonds commercial

Un fonds commercial figure à l'actif pour un montant de 374 K€.

Conformément au règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015, au regard des critères inhérents à l'utilisation par l'entreprise de ce fonds commercial, il n'est pas retenu de caractère limité de sa durée d'utilisation.

Le fonds commercial n'est pas amorti. Un test de dépréciation est réalisé au moins une fois par an. Le test de dépréciation qui a été réalisé n'a pas révélé de perte de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

A l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition, les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont donc pas immobilisés.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, incluant les frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

La Société a conclu un contrat de liquidité avec une société de bourse et y a affecté la somme de 100 K€. La Société n'a pas procédé au rachat de ses propres actions pour d'autres motifs. Les actions détenues au travers de ce contrat sont présentées au bilan en « Autres immobilisations financières ».

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Les créances rattachées concernent le compte courant détenu sur la filiale américaine ADEUNIS NA. Une provision a été constatée sur les avances financières accordées à Adeunis NA à concurrence des capitaux propres négatifs de cette dernière, soit 2 352 K€.

Etat des immobilisations

Mouvements au 31/03/2019

(en milliers d'euros)	31/03/2018	Acquisitions	Cessions	Autres variations
Concessions, brevets, droits similaires	1 182	302	-26	(
Fonds commercial	374	0	0	(
Immobilisations incorporelles	1 556	302	-26	
Installations techniques, matériel et outillage	2 768	309	-63	
Installations générales, agencement	301	9	-10	
Matériel transport	8	0	0	
Matériel de bureau et informatique	424	25	-98	
Immobilisations en cours	3	-3	0	(

Immobilisations corporelles	**3 504**	**340**	**-171**	
Participations	2	0	0	
Créances rattachées à des participations	1 824	1 251	0	
Autres immobilisations financières	44	140	0	
Immobilisations financières	**1 870**	**1 391**	**0**	
TOTAL	**6 930**	**2 033**	**-197**	

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Mode	Durée
Logiciels et licences	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Bancs de test	Linéaire	5 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans

Etat des amortissements

Mouvements au 31/03/2019

(en milliers d'euros)	31/03/2018	Dotations/ dépréciation	Reprises	Autres variations	31/03/2019
Concessions, brevets, droits similaires	728	245	-26	0	947
Fonds commercial	0	0			0
Immobilisations incorporelles	**728**	**245**	**-26**	**0**	**947**
Installations techniques, matériel et outillage	2 195	218	-63	0	2 349
Installations générales, agencement	247	19	-10	0	256
Matériel transport	8	0	0	0	8
Matériel de bureau et informatique	355	34	-98	0	291
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	**2 805**	**271**	**-171**	**0**	**2 904**
Participations	0	2	0	0	2
Créances rattachées à des participations	0	2 352	0	0	2 352
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	**0**	**2 354**	**0**	**0**	**2 354**
TOTAL	**3 532**	**2 870**	**-197**	**0**	**6 205**

3.2. Stocks

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.
Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits finis et en cours

La Société a mis en œuvre un processus de sous-traitance globale. Les opérations réalisées en interne concernent essentiellement la coordination des sous-traitants et les opérations qualités. Ces coûts internes ne sont pas valorisés dans les prix de revient des produits stockés.
Le stock de produits sous-traités est valorisé au coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

3.3. Créances

Les créances ont été évaluées à leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Etat des échéances des créances

Etat des créances *(en milliers d'euros)*	**Montant brut**	**A 1 an au plus**	**A plus d'1 an**
Créances rattachées à des participations	3 075	0	3 075
Autres immobilisations financières	184	0	184
Clients douteux ou litigieux	177	0	177
Créances clients	1 274	1 274	0
Personnel et comptes rattachés	1	1	0
Impôts sur les bénéfices	920	920	0
Taxe sur la valeur ajoutée	134	134	0
Divers Etat et autres collectivités	47	47	0
Groupe et associés	0	0	0
Débiteurs divers	329	329	0
Charges constatées d'avance	83	83	0
TOTAL	6 224	2 787	3 436

La baisse du poste au bilan « Clients et comptes rattachés » provient de la mise en place du contrat d'affacturage.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE 2018 (crédit d'impôt compétitivité emploi) sur la période avril à décembre, soit 35 k€. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 47 K€, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de recrutement. Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

3.4. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan *(en milliers d'euros)*	**31/03/19**
Créances rattachées à des participations	26
Autres créances	48
Total	**74**

3.5. Capitaux propres

Composition du capital social

Catégories de titres	**Nombre**	**Valeur nominale (en €)**
Actions composant le capital social au début de l'exercice	2 182 960	4
Création sur l'exercice	92 310	4
Actions composant le capital en fin d'exercice	2 275 270	4

Tableau de variation des capitaux propres sur l'exercice

En milliers d'euros	31/03/18	Affectation du résultat	Augmentation de capital (*)	Bons de souscription d'actions (**)	Dividendes	Résultat	31/03/19
Capital	8 732		369				9 101
Primes d'émission	4 428		-369				4 059
Réserve statutaire	50						50
Autres réserves	164						164
Report à nouveau	-2 625	-2 639					-5 264
Résultat de l'exercice	-2 639	2 639				-5 354	-5 354
Capitaux propres	**8 110**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-5 354**	**2 756**

(*) nette des frais d'augmentation de capital
(**) souscription de bons de souscription d'actions sur l'exercice

La société a procédé sur l'exercice à une augmentation de 369 240 € du capital social par incorporation d'une somme d'égal montant prélevée sur le compte "Prime d'émission" au moyen de l'émission de 92 310 actions de 4€ de valeur nominale.

Ces actions correspondent à la Tranche 1 du plan d'attribution d'actions gratuites à destination des dirigeants de la société décidée par le Conseil d'Administration du 4 septembre 2017, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2017.

Par ailleurs, les titres pouvant donner un accès ultérieur au capital sont présentés ci-après :

Actions gratuites

Il est rappelé que le Conseil d'Administration du 4 septembre 2017, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2017, a mis en place un plan d'attribution d'actions gratuites à destination des dirigeants de la société. La Tranche 1 de ce plan a fait l'objet d'une augmentation de capital au cours de l'exercice écoulé comme indiqué ci-dessus.

La Tranche 2 représentant 82 326 actions était subordonnée, notamment, à des conditions de performance. Le Conseil d'Administration du 26 juin 2019 a constaté que ces conditions n'étaient pas remplies, et, de ce fait, que les droits relatifs à ce plan sont caducs.

Au 31 mars 2019, il n'existe plus d'actions gratuites en cours d'acquisition.

Bons de souscription d'actions

Un plan de 117.879 bons de souscription d'actions au profit des Dirigeants a été décidé par le Conseil d'administration du 16 janvier 2018. Il résulte de ce plan un nombre d'actions potentielles à émettre de 117.879 titres.

Par ailleurs, ADEUNIS a émis un emprunt obligataire sous forme d'obligations ordinaires en 2 tranches :

- Une première tranche de 1 M€ soit 1 000 obligations de 1 000 € débloquée en mars 2019
- Une deuxième tranche de 1 M€ libérée le 8 juillet 2019.

Dans le cadre des clauses du contrat d'émission obligataire, ADEUNIS s'est engagée à émettre au profit de la société HARBERT des bons de souscription d'actions réservés à cette dernière, sous réserve de la délégation de compétence à conférer par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire au Conseil d'administration au plus tard le 30 septembre 2019. Harbert aura la possibilité de souscrire à ces bons de souscription d'actions (BSA) donnant droit à un nombre d'actions représentant 12% des fonds empruntés, soit un montant maximum global de 240.000 €, étant précisé que ces BSA seront attribués au prorata des montants empruntés par Adeunis.
Plusieurs critères de calcul du prix d'exercice sont possibles. Sur la base du cours de bourse le plus bas de 2019, soit 4,5 € constaté le 26 mai 2019, il résulterait de ce plan un nombre d'actions potentielles à émettre de 53.333 titres.

Obligations convertibles

Les avances en comptes courants des Actionnaires de référence réalisées en janvier 2019 pour un total de 700 K€ pourront être soit transformées en obligations convertibles (75 000 OC de 10 €) soit remboursées en totalité au 30 septembre 2019.

3.6. Etat des provisions

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour la société.
L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture.

Une provision est constituée pour les charges à engager dans les années à venir au titre de la garantie du matériel vendu. Les coûts engagés correspondent à la main-d'œuvre, et au coût des pièces détachées.

Provisions pour risques et charges d'exploitation (en milliers d'euros)	31/03/18	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/19
Garanties données aux clients	62	5	0	0	67
Provisions pour risques et charges	**62**	**5**	**0**	**0**	**67**

Provisions pour risques et charges financières (en milliers d'euros)	31/03/18	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/19
Pertes de change	34	10	-41	0	3
Provisions pour risques et charges	**34**	**10**	**-41**	**0**	**3**

Provisions pour dépréciation sur actif circulant (en milliers d'euros)	31/03/18	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/19
Sur stocks	186	115	-21		280
Sur comptes clients	237	0	-80		157
Provisions sur actif circulant	**423**	**115**	**-101**	**0**	**437**

3.7. Dettes

Etat des dettes *(en milliers d'euros)*	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit	1 968	360	1 563	45
Fournisseurs et comptes rattachés	1 725	1 725		
Personnel et compte rattachés	622	622		
Organismes sociaux	780	780		
Taxe sur la valeur ajoutée	1	1		
Autres impôts et taxes assimilés	94	94		
Groupe et associés	748	748		
Autres dettes	114	114		
Produits constatés d'avance	43	43		
TOTAL	**6 095**	**4 487**	**1 563**	**45**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	315			

3.8. Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan *(en milliers d'euros)*	31/03/19
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	3
Emprunts et dettes financières diverses	13
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	408
Dettes fiscales et sociales	1 217
Autres dettes	0
Total	**1 641**

3.9. Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance concernent des éléments liés à l'exploitation.

3.10. Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Nature des écarts *(en milliers d'euros)*	Montant actif	Provision pour perte de change	Montant passif
Immobilisations financières			305
Dettes d'exploitation	3	3	0
Total	**3**	**3**	**305**

4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires net

(en milliers d'euros)	31/03/19
France	6 439
Export	5 503
Total	**11 942**

4.2. Rémunération des dirigeants

Les dirigeants sont les 3 membres du comité de direction mandataires sociaux. Les rémunérations versées s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/03/19
Rémunération fixe	468
Rémunération variable annuelle	0
Rémunération exceptionnelle	0
Autres rémunérations	0
Avantages en nature	7
Total	**475**

4.3. Effectif moyen (ETP)

Catégories	31/03/19	31/03/18
Direction	3	3
Commerciaux	12	9
Approvisionnement et industrialisation	12	11
R&D	15	14
Marketing, communication, support	10	6
Services transverses	10	8
Effectif	**62**	**51**

4.4. Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(en milliers d'euros)	Produits	Charges
Chiffre d'affaires	695	0
Intérêts sur compte courant	26	0
Total	**721**	**0**

4.5. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice se ventilent comme suit :

(en milliers d'euros)	Certification des comptes	Services autres que la certification des comptes (SACC)
Deloitte & Associés (*)	53	0
BDO Rhône-Alpes (**)	22	0
Total (***)	75	0

(*) dont régularisation sur exercice précédent : +7 K€
(**) dont régularisation sur exercice précédent : -3 K€
(***) dont régularisation sur exercice précédent : +4 K€

4.6. Charges et produits exceptionnels

(en milliers d'euros)	31/03/19
opérations de gestion	5
Total produits exceptionnels	5
charges sur exercices antérieurs	-104
Total charges exceptionnelles	-104
Total résultat exceptionnel	-99

Charges sur exercices antérieurs

A l'occasion de la revue des comptes mensuels réalisée au cours du deuxième trimestre 2019, une erreur matérielle a été identifiée sur l'estimation des provisions pour congés et compte épargne temps comptabilisée au 31 mars 2018. Cette erreur porte sur les droits acquis par les dirigeants et non intégrés dans les estimations suite à la suspension des contrats de travail durant l'exercice du mandat social des trois dirigeants. Suite à cette correction d'erreur, le résultat net au 31 mars 2019 a été minoré de 104 k€. Conformément à l'application du PCG, l'impact de cette correction a été comptabilisé en résultat exceptionnel de l'exercice clos le 31 mars 2019 et, par conséquent, dans les dettes fiscales et sociales au 31 mars 2019.

5. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

5.1. Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers donnés et reçus sur emprunts
Les emprunts précisés ci-dessous dans les engagements donnés figurent déjà au bilan de la Société et sont récapitulés dans le tableau qui suit car ils sont garantis par des sûretés. Les engagements reçus correspondent aux garanties de BPI France Financement sur les emprunts contractés par la Société dans la limite d'une certaine quotité.

Dans le cadre de certains financements, la Société a consenti le nantissement du fonds de commerce, des créances commerciales ainsi que des comptes bancaires au profit des établissements prêteurs pour garantir le remboursement desdits prêts.

Les emprunts et dettes bancaires contractés à ce jour ne présentent pas de covenant.

(en milliers d'euros)	31/03/19
Engagements donnés (cautions et nantissements)	1 574
Engagements reçus - garantie BPI France Financement	268

Le montant des loyers restant à payer au titre des contrats de crédit-bail et de location simple s'élèvent à 241 K€.

5.2. Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

L'engagement total en termes d'engagement en matière de pensions et retraites a été évalué à 337 K€ (297 K€ au 31 mars 2018).

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 62 ans
- Table de mortalité : TG 05
- Turn-over : 3% dégressif (cadres et non cadres)
- Taux d'actualisation : 1,04%
- Augmentation annuelle des salaires : 3% (cadres et non cadres)
- Départ à l'initiative des salariés
- Taux de charges sociales : 48% (cadres et non cadres)
- Méthode rétrospective avec prorata temporis.

5.3. Déficits reportables

Au 31 mars 2019, la société dispose de 17 603 K€ de déficits reportables.

5.4. Identité des sociétés mères consolidant les comptes

ADEUNIS SA - Rue Louis Neel - 38920 CROLLES

5.5. Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	CA du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				Brute	Nette					
Filiales détenues à plus de 50%										
Adeunis NA	2	-2 354	100%	2	0	3 075	0	1 091	-564	0
Autres filiales										
Néant										